

Note aux membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche  
**« Répartition des moyens aux établissements : créations d'emplois 2015 »**  
CNESER du 15 décembre 2014

DGESIP B2-2, département d'allocation des moyens  
Réf. : art. L232-1 du code de l'éducation

### **Les moyens aux opérateurs pour 2015**

Les projets annuels de performance pour 2015 retracent les moyens proposés au vote du Parlement par le gouvernement. Toutefois, cette année, des incertitudes existent encore concernant les moyens qui seront définitivement votés par le Parlement pour l'Enseignement supérieur. Elles ne permettent donc pas de présenter à ce jour une répartition définitive des moyens par opérateur.

Aussi, la répartition des moyens aux opérateurs sera soumise à l'avis du CNESER de janvier.

### **Un plan pluriannuel de créations d'emplois pour l'Enseignement supérieur (2013-2017)**

#### **Bilan des emplois créés en 2013 et 2014**

2 000 emplois ont été créés sur les exercices 2013 et 2014, répartis comme suit :

- 1723 emplois pour les universités ;
- 77 emplois pour les écoles d'ingénieurs ;
- 25 emplois pour les IEP ;
- 175 emplois pour une dizaine d'établissements spécifiques (écoles supérieures d'agriculture, CUFM Mayotte, Muséum national d'histoire naturelle, Institut national des langues et civilisation orientales, etc.).

L'essentiel de ces emplois (soit 1539) a été affecté aux universités et établissements (écoles d'ingénieurs et IEP en région) au titre du rééquilibrage des dotations entre établissements. Leur utilisation se répartit sur les quatre postes suivants :

- 65 % au service de l'étudiant (amélioration de l'orientation, innovation pédagogique, insertion, maîtrise des langues, etc.) ;
- 23 % pour des fonctions support et soutien à l'enseignement ;
- 10,5 % au service du numérique ;
- 1,5 % au service de l'entrepreneuriat.

#### **Création de 1000 emplois supplémentaires en 2015**

2015 sera marquée par la création de 1000 emplois pour l'enseignement supérieur dont 980 sur le périmètre du programme 150, et le financement en année pleine des créations notifiées en 2014, pour un total de 57,93 M€.

La répartition indicative entre corps, indiquée en loi de finances, au projet annuel de performance (PAP) 2015, est de 585 enseignants-chercheurs, 330 BIATSS et 85 enseignants. Le coût unitaire de ces emplois est de 30 176 € en part d'année en 2015 et de 59.730 € en année pleine (à partir de 2016 pour les emplois créés en 2015). Pour mémoire, le coût d'un emploi créé est de 59 000 € en année pleine pour les créations au titre de 2014.

La répartition des 980 emplois de l'Enseignement supérieur obéira aux principes suivants, qui ont fait l'objet d'une concertation avec la CPU et la CDEFI :

- 65 % des emplois créés sur la période du quinquennat seront consacrés à la « convergence » des dotations des établissements (c'est-à-dire entre la dotation théorique calculée par le modèle d'allocation SYMPA pour chaque établissement et sa dotation réelle). Il s'agit de rééquilibrer les dotations entre les établissements par l'attribution de moyens nouveaux
- 35 % au titre de la politique de site et au service de politiques publiques

Ceci se traduit en 2015 par la création de 501 emplois au titre de la convergence et 479 emplois au titre de la politique de site et pour soutenir des politiques publiques.

## 501 emplois au titre de la convergence

Parmi ces 501 emplois, 459 sont destinés aux universités, 32 aux écoles d'ingénieurs et à ce stade un quantum de 10 emplois est dédié aux IEP en région.

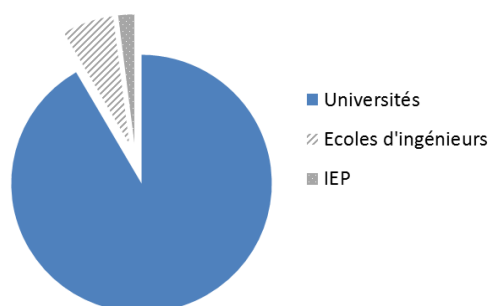
**Pour les emplois destinés aux universités**, ils sont répartis pour 70 % d'entre eux en fonction du sous-encadrement en emplois tel qu'il ressort des résultats du modèle SYMPA 2014 (actualisé des données SISE 2013-2014 pour les inscrits et des données du plafond d'emplois Etat).

Par rapport à 2014, la seule modification de périmètre concerne les inscrits au titre des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) qui ont été ventilés selon le coefficient de contribution de chaque université aux ESPE (tel qu'il apparaît dans les budgets de projet, pour moitié en fonction de la masse salariale et pour moitié en fonction du fonctionnement). Ce traitement correspond aux indications données aux établissements par lettre DGESIP du 26 mars 2014 relative aux budgets de projet des ESPE.

Comme en 2014, à la demande de la Conférence des présidents d'université, le « taux de pression en 1<sup>er</sup> cycle » a également été pris en compte pour répartir les 30 % d'emplois complémentaires. Ce critère, qui remplace le « taux d'encadrement brut » utilisé en 2013, permet de mesurer le poids des étudiants en 1<sup>er</sup> cycle de chaque établissement par rapport à la proportion nationale. Il permet de relativiser l'indicateur de sous-encadrement mesuré par SYMPA et conduit notamment à attribuer des emplois à des universités dans les domaines des SHS (en particulier en droit, science économie, gestion et lettres).

**Pour les emplois destinés aux écoles d'ingénieurs**, la répartition de ces 32 emplois est strictement fondée sur les résultats du modèle d'allocation des moyens (MODAL). Le nouveau modèle est adapté au périmètre de l'autonomie budgétaire et compare les dotations sur l'ensemble du périmètre des crédits alloués, y compris la masse salariale mais en sanctuarisant 70 % de celle-ci (pour les écoles non RCE, le périmètre est reconstitué à l'identique).

→ *Emplois au titre de la convergence : 501 emplois*



## 479 emplois au titre de la politique de site et pour soutenir des politiques publiques

Comme en 2013 et 2014, **51 emplois** permettent d'accompagner la contractualisation des établissements de la **vague C**. En 2015, **59 emplois** sont consacrés à accompagner la politique de site de la **vague D**.

Au-delà de la vague E faisant l'objet de la démarche contractuelle en 2015, il a été décidé d'allouer par anticipation les emplois des **vagues A, B et B'**. Aussi, les 231 emplois sont répartis entre ces 4 vagues notamment sur le fondement de leurs poids respectifs en effectifs étudiants :

VAGUE A	VAGUE B	VAGUE B'	VAGUE E	Emplois non encore répartis	TOTAL
64	57	47	58	5	231

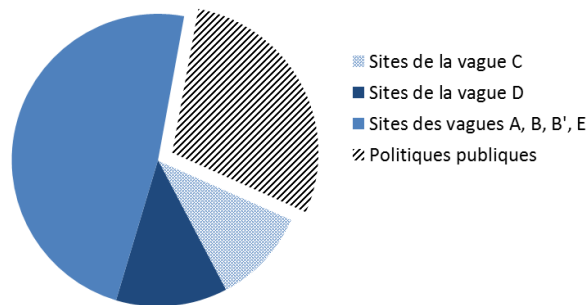
Pour ces vagues, sur la base d'une analyse - via neuf critères - des projets stratégiques de site qui sont parvenus à la DGESIP à l'automne, **les 168 emplois** sont répartis entre les 13 sites ; la tenue des engagements pris permettra de réviser ces répartitions lorsque les sites seront en phase contractuelle.

Pour la **vague E**, 70 % des emplois, soit **40 emplois**, sont attribués immédiatement au seul regard du poids respectif de chacun des sites ; les 30 % restant seront attribués au printemps dans le cadre des discussions contractuelles qui ont commencé

Enfin, **138 emplois sont dédiés à la mise en œuvre de politiques publiques** comme :

- la création de l'université de la Guyane, par des créations d'emplois et la compensation à l'université de Guyane du solde des départs aux Antilles et des intégrations de personnels des Antilles à l'université de Guyane, suite à l'application du droit d'option des personnels
- l'accompagnement du CUFR de Mayotte et du CUFR de Champollion à Albi
- l'accompagnement de politiques menées par des grands établissements (ex. MNHN)
- le développement du numérique, etc.

→ *Emplois au titre des politiques de site (contractualisation) et des politiques publiques : 479 emplois*



**CNESER du 15 décembre 2014 : créations d'emplois pour l'Enseignement supérieur en 2015**

Etablissement	Emplois à la convergence	Site vague C	Site vague D	Vagues A, B, B',E	TOTAL
<b>Universités</b>	<b>459</b>	<b>42</b>	<b>33</b>	<b>48</b>	<b>582</b>
LILLE II	25				25
ANGERS	20				20
LYON III	20				20
LYON I	20				20
MARNE-LA-VALLEE	16			4	20
LORRAINE		20			20
PARIS XIII	16		2		18
LYON II	17				17
PARIS I	16		1		17
SAINT-ETIENNE	14				14
PARIS X	7		7		14
VERSAILLES-ST-QUENTIN	13				13
TOULOUSE I	13				13
CLERMONT-FERRAND I	12				12
TOURS	12				12
CHAMBERY	12				12
MONTPELLIER II	10			2	12
LILLE I	12				12
MONTPELLIER I	10			2	12
MULHOUSE	7	5			12
CUFR JF CHAMPOLLION	12				12
NÎMES	11			1	12
NICE	8			4	12
STRASBOURG		12			12
RENNES II	11				11
PARIS VIII	3		8		11
MONTPELLIER III	8			2	10
AVIGNON	4	5		1	10
AIX-MARSEILLE				10	10
LE MANS	9				9
BRETAGNE SUD	9				9
TOULON	5			4	9
GRENOBLE II	9				9
CLERMONT-FERRAND II	2			6	8
AMIENS	3			4	7
LIMOGES	6				6
NANTES	6				6
ROUEN	6				6
PERPIGNAN	4			2	6
PARIS VI			6		6
DIJON	5				5
LE HAVRE	5				5
PARIS II	5				5
PARIS III	3		2		5
POLYNESIE FRANCAISE	5				5
BORDEAUX	4				4
VALENCIENNES	4				4
BORDEAUX III	4				4
LA ROCHELLE	4				4
REIMS	2			2	4
LILLE III	4				4
PARIS IV			4		4
PARIS XII	2			2	4
NOUVELLE-CALEDONIE	4				4
PAU	3				3
LITTORAL	3				3
EVRY-VAL D'ESSONNE	3				3
TOULOUSE II	3				3
BESANCON	2				2
ORLEANS	2				2
ARTOIS	2				2
PARIS VII			2		2
PARIS XI				2	2
TOULOUSE III	1				1
RENNES I	1				1
PARIS V			1		1

Etablissement	Emplois à la convergence	Site vague C	Site vague D	Vagues A, B, B',E	TOTAL
<b>Ecoles d'ingénieurs</b>	<b>32</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>42</b>
INSA STRASBOURG	3	3			6
UT TROYES	4			1	5
UT COMPIEGNE	4			1	5
UT BELFORT-MONTBELIARD	4				4
INSA CENTRE VAL DE LOIRE	3				3
ENI SAINT-ETIENNE	2				2
IP BORDEAUX	2				2
ENSIIE	2				2
ENI METZ		2			2
ECOLE CENTRALE MARSEILLE				2	2
EC NANTES	1				1
EC LILLE	1				1
EC PARIS	1				1
ENI TARBES	1				1
ENSM BESANCON	1				1
ENSAIT ROUBAIX	1				1
ENSC CLERMONT-FERRAND	1				1
INSA ROUEN	1				1
ENSC MONTPELLIER				1	1
<b>Autres établissements</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>103</b>
MNHN ( titre 2)			dont : 3		10
BNU STRASBOURG (titre 2)		4			4
IPGP ( titre 2)			1		1
INALCO (Titre 2)			2		2
EHESP			2		2
IEP PARIS (titre 2)			2		2
IEP en région (titre 2)	10				10
LA REUNION					22
CUFR MAYOTTE					6
GUYANE					40
CORSE					4
<b>Sites- COMUE</b>			<b>16</b>	<b>155</b>	<b>171</b>
HESAM			5		5
Sorbonne Paris Cité			8		8
Paris Sciences et Lettres			3		3
Aquitaine ( vague A)				13	13
Grenoble ( vague A)				12	12
Lyon ( vague A)				23	23
Toulouse (vague A)				16	16
Bretagne Loire ( vague B)-COMUE UEB				15	15
Bretagne Loire ( vague B)-COMUE UNAM				14	14
Bourgogne Franche-Comté ( vague B)				11	11
Normandie ( vague B)				11	11
Limousin Poitou Charentes CVL ( vague B')-COMUE LPC				9	9
Limousin Poitou Charentes CVL ( vague B')- COMUE CVL				9	9
Lille Nord de France ( vague E)				14	14
Saclay ( vague E)				6	6
Paris Seine ( vague E)				2	2

Par ailleurs, des emplois sont dédiés à la mise en œuvre de politiques publiques (cf. note) comme par exemple le développement du numérique, etc.

## Edition 2015 du modèle MODAL - Ecoles d'ingénieurs

N°	Etablissements	RCE	Crédits			Emplois		
			Dotation de référence (DR)	Dotation théorique (DT)	DR/DT	Dotation de référence (DR)	Dotation théorique (DT)	DR/DT
1	UT TROYES	RCE 2009	22 032 019 €	26 067 512 €	0,85	293	313	0,94
2	EC MARSEILLE	RCE 2014	12 849 134 €	12 730 018 €	1,01	149	147	1,01
3	ENSI CAEN	RCE 2012	11 535 714 €	10 483 906 €	1,10	132	133	1,00
4	INSA CENTRE VAL DE LOIRE	RCE 2014	10 463 895 €	11 233 739 €	0,93	140	155	0,90
5	ENSMM BESANCON	NON RCE	10 855 542 €	10 792 708 €	1,01	128	132	0,97
6	ENI BREST	NON RCE	8 625 174 €	8 821 416 €	0,98	107	108	0,99
7	INSA TOULOUSE	RCE 2012	36 560 829 €	36 366 706 €	1,01	477	469	1,02
8	INP TOULOUSE	RCE 2010	51 917 684 €	49 606 315 €	1,05	728	700	1,04
9	IP BORDEAUX	NON RCE	30 309 329 €	30 310 972 €	1,00	323	331	0,98
10	ENSC MONTPELLIER	RCE 2011	8 325 904 €	7 980 106 €	1,04	117	114	1,02
11	ENSC RENNES	NON RCE	6 457 744 €	6 317 000 €	1,02	79	78	1,01
12	INSA RENNES	NON RCE	23 143 608 €	23 685 509 €	0,98	326	328	1,00
13	INP GRENOBLE	RCE 2010	75 575 157 €	72 364 884 €	1,04	1 087	1 037	1,05
14	ENSNP BLOIS	NON RCE	2 141 540 €	1 958 428 €	1,09	28	27	1,06
15	ENI SAINT-ETIENNE	NON RCE	8 875 880 €	9 237 631 €	0,96	109	117	0,93
16	EC NANTES	RCE 2011	20 808 838 €	21 727 570 €	0,96	285	292	0,98
17	ENI METZ	NON RCE	11 177 885 €	10 625 358 €	1,05	143	142	1,01
18	ENSC LILLE	NON RCE	6 975 459 €	6 743 103 €	1,03	82	80	1,02
19	ENSAIT ROUBAIX	NON RCE	6 108 655 €	6 401 229 €	0,95	84	88	0,96
20	EC LILLE	RCE 2012	17 135 666 €	17 878 974 €	0,96	204	211	0,97
21	UT COMPIEGNE	RCE 2010	44 450 010 €	46 395 555 €	0,96	619	637	0,97
22	ENSC CLERMONT-FERRAND	NON RCE	4 328 315 €	4 828 153 €	0,90	53	56	0,94
23	IFMA CLERMONT-FERRAND	RCE 2012	8 068 493 €	7 868 981 €	1,03	97	97	1,00
24	ENI TARBES	RCE 2011	12 666 876 €	12 516 165 €	1,01	150	155	0,96
25	INSA STRASBOURG	RCE 2013	15 808 990 €	17 121 310 €	0,92	187	201	0,93
26	EC LYON	RCE 2013	23 776 599 €	22 876 577 €	1,04	327	315	1,04
27	INSA LYON	NON RCE	75 225 911 €	75 220 401 €	1,00	1 053	1 055	1,00
28	ENSAM	NON RCE	66 877 794 €	62 625 799 €	1,07	971	936	1,04
29	ENSC PARIS	RCE 2011	9 376 265 €	8 847 589 €	1,06	124	120	1,04
30	INSA ROUEN	RCE 2011	21 741 833 €	22 253 977 €	0,98	306	308	0,99
31	ENSMA POITIERS	RCE 2013	10 604 342 €	10 118 556 €	1,05	145	142	1,02
32	ENSCI LIMOGES	NON RCE	4 364 227 €	3 785 940 €	1,15	57	52	1,09
33	UT BELFORT-MONTBELIARD	RCE 2010	26 323 286 €	29 261 212 €	0,90	346	367	0,94
34	ENSIIE	NON RCE	4 759 000 €	4 720 656 €	1,01	50	58	0,87
35	EC PARIS	RCE 2011	28 506 736 €	28 911 249 €	0,99	448	454	0,99
36	ISM PARIS	NON RCE	8 962 341 €	8 957 332 €	1,00	111	111	1,00
37	ENSEA CERGY	NON RCE	9 294 896 €	9 369 037 €	0,99	113	115	0,98
<b>TOTAL</b>			<b>757 011 571 €</b>	<b>757 011 571 €</b>		<b>10 178</b>	<b>10 178</b>	

Min
<b>0,85</b>
Max
<b>1,15</b>

Min
<b>0,87</b>
Max
<b>1,09</b>